

INTERVIEW

AIDE HUMANITAIRE

La République des ONG

Entretien : Luc Caregari

Depuis fin 2010, Max Lamesch officie à Haïti pour le compte de SOS-Villages d'Enfants. Avec le woxx, il a évoqué ses premiers mois sur l'île qui ne finit pas de faire l'actualité - un an après le séisme qui a coûté la vie à des centaines de milliers de personnes.

woxx : A qui appartient Haïti ?

Max Lamesch : Pour comprendre ce qui se passe actuellement en Haïti, il est nécessaire de retourner dans le temps et de revenir sur son histoire mouvementée. Ce fût la première république fondée par des noirs. Après dix années de lutte pour l'indépendance, au même moment que se déroulait en Europe la révolution française, ce fût donc le premier Etat dirigé par des anciens esclaves. Mais aussi, un fait qu'on entend plus rarement, Haïti était aussi le premier Etat à être politiquement divisé en deux - avec de l'autre côté l'ancienne colonie espagnole qui est devenue aujourd'hui la république dominicaine. Même si Napoléon avait essayé de revenir en arrière et de reprendre le contrôle sur l'île par la force, Haïti est resté indépendant - avec le gage de rembourser l'Etat français de 90 millions de francs d'or. Pourtant, avec l'indépendance, les conflits internes sur l'île ne faisaient que commencer.

Mais la communauté internationale n'a jamais bien digéré la création de cet Etat.

Vu sa situation géographique, qui place Haïti dans la sphère d'influence nord-américaine, il y a toujours eu des réticences à pleinement accep-

ter l'existence de Haïti. Ce fût considéré comme un mauvais signal pour toutes les autres colonies. Ce qui avait pour conséquence que les interventions internationales n'ont jamais vraiment cessées, même après l'accès à la souveraineté. Et c'est quelque chose que l'on retrouve aujourd'hui à beaucoup de niveaux : cette immaturité d'Haïti, présumée par la communauté internationale. Et surtout par les Américains, qui au début du 20e siècle occupèrent encore une fois l'île pour une quinzaine d'années. Toute cette histoire explique et reflète les problèmes d'Haïti à construire un Etat fort et responsable. Et pourquoi le pouvoir a toujours été entre les mains d'une élite corrompue.

Et des nos jours ?

Un des points les plus intéressants dans la situation actuelle est la relation entre l'Etat et les ONG. Ce n'est pas pour rien qu'on appelle Haïti aussi la 'république des ONG'. Depuis des années on constate que le nombre d'employés des ONG va dans les dizaines de milliers, et on essaie de canaliser ces activités avec l'aide de l'Etat, plus ou moins. Car souvent, les ONG travaillent à côté des voies étatiques. C'est pourquoi le gouvernement actuel, le président Préval, mais aussi son premier ministre sont plutôt fâchés contre les ONG.

Pourtant, la Minustah, les troupes de l'ONU, sont aussi présentes sur l'île. Quelle est leur influence ?

La Minustah, c'est encore une autre histoire. Ils sont là depuis 2004, même si le conflit haïtien est consi-

déré comme étant de basse intensité - ce n'est pas la Somalie où l'Afghanistan. Ils sont là pour garantir la stabilité, contrôler les élections mais ils sont aussi couramment envoyés dans certaines cités-ghettos de Port-au-Prince, pour trouver des chefs de gangs. Curieusement, la Minustah s'est fait critiquer violemment par le représentant de l'Organisation des Etats Américains (OEA) sur Haïti, Ricardo Seitenfus, qui soupçonnait l'ONU de vouloir consciemment geler le système politique Haïtien, de ne pas vouloir faire fonctionner ce système avec le but de retenir les Haïtiens comme prisonniers sur leur propre île. Ce qui correspondrait à la volonté américaine d'éviter que des vagues de fuyitifs ne se mettent en marche direction les côtes des Etats-Unis. Il a directement été remercié par l'OEA. Ce qui démontre au moins une chose : si on touche à la question de la souveraineté haïtienne, la liberté d'opinion n'existe pas. Du moins pour les officiels.

Qu'en est-il de l'impact des religions sur la situation d'Haïti ?

La situation religieuse est en train de changer profondément. Il y a quelques années encore Haïti était considérée comme une terre ultra-catholique. Mais selon les dernières estimations ce se sont plus que 40 pour cent des personnes qui se considèrent catholiques. Ceci est notamment dû à une forte influence des organisations des églises évangélistes et adventistes qui sont venues sous le couvert de l'aide humanitaire dans le but de recruter des nouveaux adeptes. Dans ce contexte, la lutte contre les cultes

voudou joue un rôle grandissant. Ils essaient ainsi de détruire les liens spirituels des Haïtiens avec leur pays et leur culture - car même s'ils ne l'admettent pas en public, la majorité des Haïtiens pratique le culte voodoo, même s'ils se disent chrétiens. La croyance dans le voodoo est très répandue, même si les personnes qui le pratiquent ouvertement sont rares. Ce culte a toujours joué un grand rôle dans leur société, dès l'indépendance. Il a même été instrumentalisé sous la dictature de 'Papa Doc' Duvalier pour opprimer le peuple - car les gens ont toujours peur de son efficacité. Juste avant Noël d'ailleurs, presque une cinquantaine d'adeptes du voodoo ont été lynchés dans le Sud de l'île - prétendument parce qu'ils seraient à l'origine de la choléra - et certains médias suspectent que les évangélistes n'y seraient pas pour rien. Donc, les tensions entre communautés religieuses accompagnent la crise et en sont en même temps des symptômes et des indicateurs.

Quelles directions la communauté internationale préconise-t-elle pour sortir Haïti de la crise ?

Le modèle principal est bien sûr la libéralisation à outrance. Mais cette recette a déjà été évoquée avant le tremblement de terre. C'est un fait qui pèse très lourd dans mon travail sur place. Un exemple : environ 90 pour cent des écoles sont privées, qu'ils appartiennent à des ONG ou à d'autres associations, l'impact étatique dans l'éducation est presque inexistant. Même s'il travaille beaucoup à améliorer la situation, la qualité de l'enseignement est mauvaise. Ce qui fait

Max Lamesch travaille pour SOS Villages d'Enfants depuis 2005. Depuis fin 2010, il s'occupe de la réalisation des projets de l'ONG sur Haïti.



PHOTO : CHRISTIAN MOSAR

que beaucoup d'enfants, même s'ils ont passé des années sur les bancs d'école sont techniquement analphabètes et sont à des kilomètres de pouvoir développer une pensée vraiment indépendante. Donc, l'éducation est prise en compte soit par des organisations religieuses ou sont des écoles privées que seulement une infime minorité peut se payer. Par ce système, les ONG se sont habitués à ne pas travailler avec l'Etat, ni même de l'informer de leurs projets. Le résultat est un formidable chaos : on construit des écoles un peu partout même là où l'infrastructure est en théorie suffisante. Les grandes ONG essaient de s'imposer en tant que leader sur ce secteur - prétendument main en main avec l'Etat, ce qui ne fonctionne que rarement. De l'autre côté, les autorités officielles n'ont pas les moyens de tenir le pas avec ces infrastructures énormes. Ou comment voulez-vous collaborer avec Unicef, si vous n'avez même pas un ordinateur pour leur envoyer un courriel ? Donc, l'autorité de l'Etat sur le secteur de l'éducation n'existe que sur le papier.

Y a-t-il quand même des efforts de se coordonner entre les ONG ?

Il existe le système des 'Clusters' mis en place par l'ONU - mais qui ne fonctionne que partiellement. A chaque 'Cluster' correspond un thème, comme la sécurité des enfants, la distribution de nourriture, etc. Donc, lors de réunions régulières - auxquelles l'Etat peut participer - les ONG se concertent un minimum sur leur travail. Mais ce système n'est vraiment efficace que dans des situations d'urgence parce qu'il permet de réagir

vite, comme c'est le cas actuellement avec l'épidémie du choléra, mais ne fonctionne pas en vue d'une reconstruction durable. C'est en fait tout le problème de l'aide internationale qui se joue sur cette distinction : l'aide d'urgence fonctionne très bien, mais la reconstruction durable du pays et de ses structures ressemble de plus en plus à une mission impossible. Ce qui a pour conséquence que les ONG se sont installés durablement à Haïti et commencent à travailler en parallèle de l'Etat, qu'ils l'ont carrément mis sous leur tutelle dans certains secteurs.

Est-ce aussi le chemin emprunté par SOS Villages d'Enfants ?

Non, nous essayons toujours de travailler aussi bien que possible avec les structures étatiques fonctionnelles, surtout dans les domaines de l'éducation et de la protection de l'enfance. Ce qui est souvent problématique, vu que l'Etat, même avant le séisme était déjà hautement corrompu et aussi dépourvu de ressources.

Quel est votre impact ?

On est une ONG de taille moyenne par rapport aux autres organisations sur place. Il y a deux villages d'enfants, un troisième est en voie de construction. On a employé beaucoup de personnes sur place. Et puis en chiffres on s'occupe de 5.000 enfants, majoritairement des orphelins ou des enfants vulnérables ou abandonnés par leurs parents. Mais je doute qu'on ait un vrai impact au-delà des régions où on travaille. Mais notre défi est surtout de trouver du travail

ou d'assister des jeunes à en trouver dans un environnement où le marché a totalement collabé. C'est pourquoi nous organisons aussi des formations dans notre centre à Cap-Haïtien. Tout ce que nous pouvons espérer c'est que nos efforts de multiplier notre impact - par exemple en formant des formateurs - paient un jour.

Avez-vous déjà versé des bakshishs pour réaliser des projets ?

Pour l'instant, nos programmes ne sont pas assez développés pour qu'on doive recourir à de telles méthodes. On n'a jamais été dans la situation et je doute que ce sera le cas au futur. De toute façon, SOS Villages d'Enfants a une pratique de zéro tolérance envers la corruption.

La situation s'est-elle du moins améliorée pendant ton séjour ?

Nullement, au contraire, je dirais qu'elle a même empiré. Vu les inondations causées par le passage de l'ouragan Thomas, l'épidémie du choléra et l'incapacité de la communauté internationale de tenir ses promesses, la situation s'est considérablement dégradée. Il faut garder en tête que seulement 10 pour cent des sommes promises dans l'immédiat après-séisme ont été versées. Car les différents gouvernements sont réticents à verser des sommes énormes à un Etat qu'ils considèrent soit comme immature, soit comme totalement corrompu - des excellentes raisons de ne pas tenir ses promesses. Donc, le peu d'argent a été versé aux Nations-Unies et aux ONG. Ce qui fait que finalement presque rien n'est vraiment

arrivé dans la poche des habitants de l'île, après les programmes de distribution de nourriture. Mais ceux-ci disparaissent peu à peu.

Pourquoi la reconstruction a tellement de retard ?

D'abord à cause des débris qui sont restés sur place. Leur éloignement est tellement lent, que des études disent qu'il faudra encore une dizaine d'années si on continue à ce rythme. En plus, les débris sont mis sur les plages, détruisant ainsi des possibilités d'installer des sites touristiques au futur. Et, vu qu'un vrai cadastre n'a jamais existé, les gens ne savent pas quoi appartient vraiment à qui et les plus faibles sont écartés des terrains qu'ils possédaient avant la catastrophe. La spéculation est en train de faire monter les prix, ce qui éloigne encore plus les gens de leurs possessions. Quoique, la commission intérimaire prévoit de construire dans un futur proche des milliers de maisons familiales, mais le succès de ce projet dépendra largement de la sortie de la crise politique actuellement en cours.